

L'actualité de FORS-Recherche sociale



Janvier-mars 2002 – n° 1

Du diagnostic social au projet urbain : la juste place des habitants

L'implication de l'équipe de FORS-Recherche sociale aux côtés d'architectes et d'urbanistes dans la réalisation d'études de requalification urbaine est maintenant ancienne. Elle témoigne de la volonté de l'équipe d'enraciner et de prolonger sa réflexion par une implication dans des projets concrets nécessitant un véritable travail de terrain. Certaines de nos recherches ont ainsi bénéficié d'un savoir faire et de connaissances acquises par une pratique et par une coopération (voire une confrontation) avec des décideurs (élus, aménageurs...) et des professionnels de l'urbain (architectes, urbanistes, paysagistes...). Par ailleurs, la recherche nous a permis de développer une approche critique de ce que peut recouvrir la participation des habitants dans le cadre d'un projet de requalification sociale et urbaine des quartiers ; ce qui en retour a été réinvesti dans notre approche du volet social des projets urbains dans lesquels nous étions impliqués.

Il est apparu, en effet, dans ces recherches, que l'injonction à faire participer les habitants était destinée à dépasser le paradoxe qui veut que l'on intervienne sur l'urbain alors que c'est le social qui est la principale cause des principaux dysfonctionnements identifiés. Sans négliger les raisons politiques et les jeux institutionnels qui justifient que la Ville devienne une catégorie de l'action sociale, nous avons voulu avec des architectes et des urbanistes partageant nos convictions donner aux habitants une véritable place ; pas toute la place mais leur juste place.

Les quatre études qui sont présentées ici montrent la difficulté mais aussi l'intérêt de recueillir le point de vue des habitants et de dépasser le cadre de l'exercice obligé qui permet d'obtenir une légitimité à bon compte et ce, indépendamment de la nature du projet. Notre démarche s'appuie sur une analyse des représentations des habitants, celles-ci s'exprimant autant sur le registre des opinions et des savoirs pratiques que sur celui des valeurs et des aspirations.

Le diagnostic social acquiert ainsi un statut singulier. En effet, la consultation des habitants n'a pas pour objet d'obtenir d'eux qu'ils formulent un ensemble de « solutions » pour l'aménagement futur du quartier, mais plutôt des éléments sur ce qui constituerait un progrès pour leur vie quotidienne.

Toute la difficulté du projet urbain tient dans la prise en considération de ces perceptions dans un projet global cohérent, dans la mesure où l'objectif de la démarche est bien d'améliorer les conditions de vie des habitants d'aujourd'hui mais aussi de ceux qui leur succéderont. Le travail avec les architectes et les urbanistes avec lesquels nous collaborons repose sur un aller-retour entre l'analyse des propos des habitants, leur mise en perspective et l'analyse socio-urbaine, sachant que l'écart constaté entre ces propos et un projet urbain est à la hauteur de l'effort de communication qui sera à faire tout au long de la conduite du projet.

- **Diagnostic social du quartier du Noyer-Crapaud à Soisy-sous-Montmorency**
- **Etude sur les usages et les demandes des habitants du quartier de la Muette à Garges-les-Gonesse**
- **Etude sur les usages et les demandes des habitants du quartier des Garennes au Val Fourré**
- **Diagnostic préalable à la restructuration du quartier Saint-Aignan à Pithiviers**

Du diagnostic social au projet u

D iagnostic des usages et des demandes des habitants relatifs aux espaces extérieurs du quartier du Noyer-Crapaud à Soisy-sous-Montmorency – Immobilière 3 F- 2000-2001.

La démarche adoptée pour cette mission tient son originalité de la combinaison de plusieurs méthodes permettant l'expression des habitants et des usagers du quartier. Ainsi, après une série d'observations à divers moments de la journée et de la semaine et quelques entretiens individuels et collectifs, les premières questions véritablement structurantes ont émergé d'une « visite » de quartier effectuée avec les deux gardiens de l'en-

Ce sont les éléments les plus discutés par les habitants qui ont été mis directement au centre des projets.

semble immobilier. L'implication des gardiens et leur bonne connaissance des habitants ont constitué une ressource importante pour dégager les grandes lignes autour desquelles a été organisée la consultation. Sur la base des éléments d'information recueillis et analysés, des entretiens individuels ont été menés. Ces entretiens ont permis de révéler les modes d'appropriation de l'espace par les habitants, à la fois dans leurs pratiques (déplacements, usages des espaces de jeux pour les enfants, des espaces verts, logique de stationnement, etc.) et dans leurs perceptions (la perception du « chez soi », des espaces intérieurs/extérieurs, espaces intermédiaires et espaces publics). Ils ont permis aussi de recueillir les opinions portées sur ces espaces (autant sur des éléments d'esthétique, de pratique, de propreté... que sur des sentiments d'insécurité, de stigmatisation, de « honte » ou de « fierté », etc.). A l'issue de cette phase de l'étude, différents groupes d'habitants ont été réunis dans le centre social du quartier afin que ceux-ci s'expriment de façon critique sur le diagnostic qui avait été produit ; à cette occasion, les réponses aux questions qui étaient restées en suspend ont été collectées et mises en débat. Quelques panneaux de photographies et cartes illustrant les différents thèmes ont été des supports efficaces pour susciter les réactions et faciliter l'expression de chacun.

Le travail des architectes a évolué parallèlement à la communication des éléments du diagnostic. Ce sont notamment les éléments les plus discutés par les habitants qui ont été mis directement au centre des projets. Ainsi, il a fallu clairement intégrer à la réflexion que les habitants désiraient bénéficier d'espaces ouverts et conviviaux mais aussi souhaitaient que l'aménagement de ces espaces leur garantisse une certaine forme de sécurité. Les options de « résidentialisation » retenues, bien articulées avec les analyses présentées dans le diagnostic et dûment validées par les habitants et les élus tout au long du processus de concertation ont été plébiscitées lors de la présentation publique du projet final en Mairie.

E tude sur les usages et les demandes des habitants préalable à la restructuration du quartier de La Muette à Garges-lès-Gonesse– Immobilière 3 F- 2000-2001

C'est encore l'image stigmatisée, héritée des années 80, d'un quartier enclavé présentant des phénomènes importants de violence urbaine et fonctionnant comme une « zone de non-droit » qui persiste lorsque l'on aborde le quartier de La Muette... Pourtant, à l'analyse, ce quartier possède de nombreux atouts : un tissu associatif relativement actif, avec ses contradictions et ses conflits internes mais néanmoins fortement impliqué et dynamique ; la convivialité des habitants ; un cadre de vie ayant un certain potentiel, négligé mais néanmoins existant. Ici, ce sont les représentants d'une association qui ont proposé une « visite guidée » du quartier. Quelques entretiens avec ces responsables associatifs ont permis de comprendre le fonctionnement du quartier dans une perspective historique et de mettre au jour une identité forte de quartier, de village, qui est mêlée de bien-être (la vie de quartier, l'ancrage) et de mal-être (le manque d'entretien, la nécessaire reprise des espaces extérieurs très dégradés...).

Maintes fois consultés, les habitants ne sont pas apparus pour autant lassés et ceux qui n'avaient pas eu encore l'occasion de s'exprimer avaient beaucoup de choses à dire. La première série d'entretiens a permis de préparer un « cahier de consultation », dans lequel chaque thème identifié comme pertinent a été présenté et illustré de photos et de plans à différentes échelles : autour de ce document, une quarantaine d'habitants ont été réunis dans différents groupes de travail, par sous-quartiers identifiés ou par catégorie. Ils ont confirmé ou nuancé les analyses qui avaient été tirées des phases précédentes de l'étude ; ils ont également débattu entre eux pour finalement donner forme à leurs demandes (l'exigence d'être traités à la hauteur de tout citoyen) : une remise en état des lieux dégradés, un entretien soutenu, des espaces verts d'agrément, un « traitement » des espaces alignés, en terme de qualité, sur celui des autres quartiers de la ville. Cet exercice a été aussi l'occasion de « tester » des options d'aménagement qui avaient déjà été définies par l'architecte mandaté par le bailleur. La synthèse des discours recueillis a permis de confronter la parole et les préoccupations des habitants aux options qui sont nées d'une analyse architecturale et strictement gestionnaire du site, et de présager d'un accueil défavorable du projet par les habitants. Sur ces conclusions, les élus, les représentants de l'Etat et ceux du bailleur ont pu, sinon se prononcer définitivement, du moins reconsidérer leurs idées premières quant à la démolition quasi totale des immeubles.

La synthèse des discours recueillis a permis de confronter la parole et les préoccupations des habitants aux options qui sont nées d'une analyse architecturale et strictement gestionnaire du site.

ain : la juste place des habitants

Etude sur les usages et les demandes des habitants relatifs aux espaces extérieurs du quartier des Garennes à Mantes-la-Jolie - Immobilière 3F - 2001.

Ce diagnostic sur les usages et les perceptions des habitants a eu pour particularité d'intervenir dans un contexte où aucun projet d'aménagement n'avait été encore défini, ni aucun architecte mandaté pour y travailler ; par ailleurs un diagnostic de gestion urbaine de proximité devait être produit en parallèle, à la demande de l'Etablissement public d'aménagement de Mantes Seine Aval (EPAMSA).

Situé à l'extrême nord du Val-Fourré, presque en marge de celui-ci, le quartier des Garennes n'avait auparavant fait l'objet d'aucune étude ni consultation. Scindé en deux sous-quartiers très indépendants, le secteur ne présente pas une unité, et le sentiment

d'appartenance ne se manifeste qu'à l'échelle de quelques cages d'escalier. Le tissu associatif est limité et mobilise peu d'habitants, qui montrent par ailleurs une relative méfiance à l'égard des sollicitations extérieures.

Dans ce contexte et en l'absence de « personnes-ressources » susceptibles de faire le lien avec les réseaux d'habitants éventuels, le recueil d'informations et la consultation des habitants a été difficile à amorcer tandis que les gardiens sont apparus peu disposés à se livrer à ce type d'exercice.

Dans ce contexte, il a fallu privilégier dans un premier temps l'observation des pratiques des habitants, sur le site, afin de constituer une base de connaissances minimale pour pouvoir ensuite « tester » les analyses faites auprès de certains habitants.

La consultation d'un panel d'habitants a permis, au-delà de l'étude elle-même, d'amorcer une implication des habitants en leur donnant la parole pour la première fois. En ouvrant, en quelque sorte une « brèche », il a été possible de préparer le quartier à des évolutions futures. La démarche, au delà du diagnostic lui-même et de ce qu'il a apporté en termes de connaissances des problèmes et des souhaits, a été aussi l'occasion pour le bailleur de se rapprocher de ses locataires qui le considéraient, auparavant, absent du quartier.

En ouvrant, en quelque sorte une « brèche », il a été possible de préparer le quartier à des évolutions futures.

Dagnostic préalable à la restructuration du quartier Saint-Aignan à Pithiviers – Contrat de ville du Syndicat intercommunal à Vocation Unique (SIVU) – 2002 - Etude réalisée en collaboration avec A. Amar et J.-D. Laforgue, Architectes-urbanistes.

Portée par le SIVU, cette étude de restructuration urbaine, à l'encontre des nombreux projets précédemment réalisés, devait produire un projet appuyé prioritairement sur son volet social et notamment sur une analyse de l'image du quartier Saint-Aignan, très stigmatisé dans toute l'agglomération et même au-delà.

Dans cette optique, le projet avait pour but d'apporter des réponses pour remédier à ce déficit d'image et redonner une attractivité au quartier sur le marché local du logement. Il est intéressant de noter que la question avait été posée d'emblée dans le « bon sens », à savoir : apporter un éclairage sur les causes sociales de la déqualification du quartier en élargissant le regard sur l'ensemble de la ville et ce, afin de faire des propositions d'intervention autant en termes d'action sociale qu'en termes d'intervention urbaine (espaces extérieurs, démolition-reconstruction, etc.).

Dans ce contexte, une large place a été donnée à la parole des habitants au travers d'entretiens individuels et d'une réunion collective. Cette démarche a bénéficié de la collaboration étroite des architectes-urbanistes (qui faisaient partie intégrante de l'équipe) permettant d'articuler efficacement les éléments de diagnostic urbains et sociaux.

Les résultats des deux volets de l'étude ont amené les décideurs à prendre conscience du fait que le principal problème de ce quartier résidait dans le regard « excluant » que porte le reste de l'agglomération sur cet ensemble immobilier non dépourvu, par ailleurs, de qualités. La mise en place d'une véritable politique en direction de la Jeunesse a été clairement posée comme un préalable à toute intervention sur le quartier. Les options retenues, ensuite, en matière d'urbanisme et d'aménagement ont été le résultat d'une réflexion sur ce que devaient être les espaces de loisirs de proximité pour répondre véritablement aux besoins des habitants. En complément, une réflexion sur une privatisation raisonnée des abords des immeubles a permis d'articuler le projet urbain et les questions de gestion sociale de proximité (entretien des espaces, présence humaine, gestion du ramassage des ordures ménagères, meilleur fonctionnement du marché hebdomadaire, etc.). Une fois les premiers principes d'intervention établis, l'équipe d'étude a pu proposer une réflexion plus globale, à l'échelle de l'agglomération, sur la vocation, à terme, de ce type d'habitat collectif et sur son intégration à un tissu pavillonnaire en développement. Un phasage des différents temps de l'intervention a pu au final donner au projet toute sa cohérence mais aussi sa dimension de réel processus de requalification urbaine et sociale.

La mise en place d'une véritable politique en direction de la Jeunesse a été clairement posée comme un préalable à toute intervention sur le quartier.

FORS RECHERCHE SOCIALE

L'équipe

Elizabeth Auclair, géographe
Isabelle Benjamin, géographe
Damien Bertrand, géographe-urbaniste
Sophie Braem, sociologue
Julia Faure, géographe-urbaniste
Christophe Foultier, urbaniste
Catherine Froissart, économiste
Lucie Melas, sociologue
Christophe Robert, sociologue
Anne Sauvayre, sociologue
Didier Vanoni, sociologue-économiste
Nadine Ségard, comptable
Florine Siganos, secrétaire de rédaction
Annie Thibault, secrétaire

Le conseil d'administration

François Aballéa, Président
Jean-Michel Belorgey
Gérard Masson
Colette Marchal
Philippe Rosé
Samir Toumi
Alain Vulbeau

FORS RECHERCHE
SOCIALE

48, rue des Petites Ecuries • 75010 Paris
Tél. : 01 48 24 79 00 • Fax : 01 48 24 79 01
fors@fors-rs.com • www.fors-rs.com

Etudes en cours

Politique de la ville - développement social urbain/participation des habitants

Le renouvellement urbain du quartier Dutemple à Valenciennes - Volet social - Ville de Valenciennes, 2002.

Enquête sur le cadre de vie et la sécurité dans la résidence Debrousse à Paris XX^e - L'Habitation Confortable, 2002.

Politique du logement et de l'habitat

Bilan-évaluation des résidences sociales - DGUHC, MELT, 2001-2002.

Etude sur les difficultés rencontrées dans la réalisation des résidences sociales en Ile-de-France - DREIF, Division de l'Habitat et de la Ville, 2002.

L'habitat et la sédentarisation des Gens du Voyage en Ile-de-France, DREIF, Division de l'Habitat et de la Ville, 2002.

Etude sur les phénomènes d'habitat précaire (caravanes, logements de fortune) en Seine-Maritime, en collaboration avec Ville et Habitat - DDE 76, 2001-2002.

Politique de la jeunesse - Prévention

Etude sur la pluri-consommation des drogues chez les jeunes adultes « intégrés » - MILDT/INSERM, 2002.

Environnement - Urbanisme

Identités, représentations collectives et gouvernance urbaine dans les villes nouvelles - Mission Histoire et Évaluation des Villes Nouvelles - MELT, 2002.

Action sociale, culturelle et associative

Etude sur les centres de santé et l'exercice de la médecine de ville - UNIOPSS, 2002.

Etude de faisabilité de mise en place d'un hammam d'insertion à Paris - Association DARNA, 2002.

Etudes récentes

Politique du logement et de l'habitat

Etat des lieux sur les conditions d'accueil des étrangers et des demandeurs d'asile dans les communautés Emmaüs - Emmaüs France, 2002.

L'accueil des publics défavorisés dans les meublés et les hôtels à Paris - Fondation Abbé Pierre, 2001.

Transports et mobilités

Bilan de la recherche en sécurité routière dans les sciences humaines et sociales - ENSER / INRETS, 2001.

Action sociale, culturelle et associative

Les bénévoles du CCFD : diversité des profils, nature de l'engagement, attentes et articulation avec l'ensemble du réseau - CCFD, 2001-2002.

Evaluation du programme Terre d'Avenir - CCFD / RITIMO, 2001-2002.

Etude sur la diversité et l'articulation des acteurs qui participent au développement des pratiques vocales collectives en amateur - Ministère de la Culture et de la Communication, DEP, 2001.

Contributions et articles

- Didier VANONI, *La mixité sociale et le renouvellement urbain, facteurs d'exclusion ?* in Fondations n°13, octobre 2001.
- Julia FAURE, Didier VANONI, *Eclairage sur le mal-logement en Alsace*, contribution au rapport « L'état du mal-logement en France 2001 » de la Fondation Abbé Pierre.
- Christophe ROBERT, *Baromètre du mal-logement*, contribution au rapport « L'état du mal-logement en France 2001 » de la Fondation Abbé Pierre.